

## Un faux Nobel d'économie contre un vrai Nobel de la paix ?

En octobre dernier, le « prix Nobel d'économie » a été attribué conjointement à William Nordhaus et à Paul Roemer pour leur contribution respective exceptionnelle dans le domaine des sciences économiques. Nombre de commentateurs ont salué ces deux lauréats, chercheurs américains émérites qui ont consacré une part importante de leurs travaux à réconcilier l'économie et l'écologie en intégrant l'enjeu des changements climatiques dans la macroéconomie. L'Académie royale des sciences de Suède explique ainsi que « [l]eurs conclusions ont considérablement élargi le champ de l'analyse économique en permettant l'élaboration de modèles qui expliquent comment l'économie de marché interagit avec la nature et le savoir<sup>1</sup> ».

Mais de quoi parle-t-on ? Il faut d'abord avoir à l'esprit que cette récompense n'est pas un vrai prix Nobel. Les prix créés par la volonté d'Alfred Nobel, couchée dans un testament rédigé en 1895, sont au nombre de cinq – ils concernent les domaines de la paix, la littérature, la physique, la chimie, la physiologie et la médecine – et sont attribués chaque année depuis 1901. Ce que l'on appelle « prix Nobel d'économie » est en vérité le « prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ». C'est l'intense lobbying d'un des membres éminents de cette institution qui a conduit à ce que ce prix soit créé en 1969, lequel a été immédiatement désigné de manière abusive comme le « prix Nobel d'économie ». « Habile mystification », comme l'écrit l'historien de la pensée économique Gilles Dostaler<sup>2</sup>, qui vise symboliquement à faire de l'économie une « science dure » comme la physique, la chimie ou la médecine<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.nobelprize.org/uploads/2018/10/popular-economicsciencesprize2018.pdf>.

<sup>2</sup> Dostaler G., 2005. *Le « prix Nobel d'économie » : une habile mystification*, *Alternatives économiques*, 238, 88-91. Pour une description détaillée des modalités d'attribution de ce prix, voir Colliard J.-E., Travers E., 2009. *Les Prix Nobel d'économie*, Paris, La Découverte.

<sup>3</sup> Une position épistémologique qui est celle défendue par Jean Tirole, récipiendaire de ce prix en 2014. Voir à ce propos Petit O., Vivien F.-D., 2016. *Peut-on faire l'économie des économistes ?*, *NSS*, 24, 4, 201-202.

Penchons-nous maintenant sur les travaux de Nordhaus pour apprécier à sa juste valeur la récompense qu'il a reçue. Il faut lui reconnaître qu'il est un des premiers économistes à s'être intéressé à la question du changement climatique. C'est à l'occasion de la controverse soulevée par le premier rapport du Club de Rome<sup>4</sup>, où elle est évoquée brièvement, qu'il la découvre. Nordhaus se montre très critique vis-à-vis de celui-ci car le modèle World 3, sur lequel il repose, ne comporte pas de fonction de production ni de prix, comme c'est le cas pour les modèles que manipulent habituellement les macroéconomistes. Si, pour ces raisons, Nordhaus récuse les inquiétudes exprimées par Meadows et ses collègues quant à la poursuite de la croissance sur le long terme, il note cependant que la question des changements climatiques est nouvelle et mérite attention. Il va donc y travailler dès le milieu des années 1970 et proposer des extensions des modèles de croissance optimale élaborés dans les années 1950 en y ajoutant des émissions de CO<sub>2</sub>. Ce qui le conduira, au cours des années 1980, à l'élaboration de modèles dynamiques dits intégrés (DICE et, dans sa version régionalisée, RICE) qui occupent aujourd'hui une place centrale dans les discussions relatives aux politiques à mener en matière de changements climatiques<sup>5</sup>.

Ces modèles macroéconomiques, qui figurent une économie ultra-simplifiée (un seul agent y produit un seul bien et du CO<sub>2</sub> !), permettent à l'économiste de déterminer un « changement climatique optimal ». Pour ce faire, il s'appuie sur une analyse coût-bénéfice qui fait fi de l'incertitude radicale qui pèse sur les dommages futurs et leurs coûts. À partir de ses résultats, Nordhaus recommande de mener une action contre les changements climatiques graduelle et modeste – le Protocole de

<sup>4</sup> Meadows, D.H. et al., 1972. *The Limits to Growth*, New York, Universe Books.

<sup>5</sup> Pour une histoire et une analyse de ces modèles, voir Matarasso P., 2003. *Les origines des méthodes de modélisation dans le champ du changement climatique : de la Cowles Foundation aux modèles MARKAL, MERGE et DICE*, communication au Workshop du Centre Koyré *Modèles et systèmes complexes, le changement climatique global*, 14-20 septembre 2003, La Londe-les-Maures.

Kyoto et le rapport Stern étaient ainsi bien trop volontaristes à ses yeux. L'idée défendue par Nordhaus est que, le rythme de croissance se poursuivant sur la longue durée, les générations futures seront beaucoup plus riches que les générations présentes. Elles auront ainsi davantage de moyens, humains, techniques et financiers pour lutter contre les changements climatiques. En d'autres termes, Nordhaus est un bel exemple de ces « économistes qui réchauffent la planète », pour paraphraser le titre de l'ouvrage d'Antonin Pottier<sup>6</sup>.

Or, ironie du calendrier, le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) a été publié le même jour que l'attribution du prix de la Banque centrale de Suède à Nordhaus et Roemer. Ce rapport indique que, dès le dépassement de 1,5 °C d'augmentation des températures moyennes du globe d'ici la fin du siècle, des évolutions climatiques majeures devraient advenir et qu'il convient donc, sans tarder, de renforcer les engagements pris par les États dans le cadre de l'accord de Paris ; ce que, soit dit en passant, ils ne se sont guère empressés de faire lors de la COP 24 qui s'est tenue à Katowice, en décembre dernier.

Rappelons qu'il y a un peu plus de dix ans, le prix Nobel de la paix a été attribué conjointement au GIEC et à l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore, auteur du documentaire *Une vérité qui dérange* (2006). À l'annonce de ce prix, le président du comité Nobel norvégien saluait alors « leurs efforts de collecte et de diffusion des connaissances sur les changements climatiques provoqués par l'homme » et le fait qu'ils aient « posé les fondements pour les mesures nécessaires à la lutte contre ces changements ».

Alors, faux prix Nobel d'économie contre vrai prix Nobel de la paix ? La réponse mérite d'être posée. Cela d'autant plus que l'on peut aussi se demander si ce n'est pas plutôt à ce prix Nobel de la paix que devraient postuler les économistes. Leur discipline n'étant jamais qu'affaire politique, dans leurs hypothèses et leurs recommandations, cela serait assez logique. C'est d'ailleurs ce que les économistes eux-mêmes avaient compris avant l'invention du prix de la Banque centrale

de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel. Passons rapidement sur le cas de l'économiste et homme politique libéral Frédéric Passy qui fut, conjointement à Henri Dunant, le fondateur de la Croix Rouge, le tout premier récipiendaire du prix Nobel de la paix, en 1901. Il le doit, non pas tant à son œuvre économique qu'à son action en faveur de la paix, qui se concrétisera notamment par la fondation de la Société d'arbitrage entre les nations, une sorte d'ancêtre de la Société des Nations. Intéressons-nous davantage à Léon Walras, le grand théoricien néoclassique, qui, régulièrement entre 1905 et 1907, postulera au prix Nobel de la paix<sup>7</sup>. Il estimait avoir démontré mathématiquement les avantages du libre-échange et fourni la solution à la question sociale – comme socialiste, il proposait la nationalisation des terres, l'attribution de la rente foncière à l'État et la suppression de tout impôt –, ce qui devait assurer la paix entre les nations et les classes sociales. Au grand dam de Walras, le comité Nobel ne l'entendra pas de cette oreille. En 1923, le nom de John Maynard Keynes a aussi été proposé pour le prix Nobel de la paix, à la suite de l'immense succès rencontré par son ouvrage, *Les conséquences économiques de la paix* (1919). Dans ce livre qui mêle statistique, psychologie, histoire, droit<sup>8</sup> ... – bref, tout ce dont l'analyse économique doit se nourrir –, il plaidait pour que les réparations payées par l'Allemagne, à la suite du traité de Versailles, soient réduites afin de ne pas mettre à genou ce pays et éviter ainsi de faire le lit d'un futur conflit mondial. Il ne fut, hélas, pas entendu, le prix Nobel de la paix n'étant pas attribué cette année-là.

Reprenons maintenant notre question : compte tenu de ces précédents et de celui du GIEC, ne pourrait-on imaginer que des économistes résolument engagés dans la lutte contre les changements climatiques et qui ne travaillent pas à « réchauffer la planète » postulent, dans un proche avenir, à ce prix Nobel de la paix ? En retour, cela donnerait une légitimité à ce dernier qu'il n'a, hélas, pas toujours eue par le passé.

Franck-Dominique Vivien

<sup>6</sup> Pottier A., 2016. *Comment les économistes réchauffent la planète*, Paris, Le Seuil. Voir, en particulier, « La trajectoire de William Nordhaus », p. 113 et suivantes. Voir aussi son article écrit à la suite de l'attribution du prix de la Banque centrale de Suède : Pottier A., 2018. [William Nordhaus est-il bien sérieux ?](#), *Alternatives économiques*, 384, 58-59.

<sup>7</sup> Voir Dockès P., Potier J.-P., 2001. *La vie et l'œuvre économique de Léon Walras*, Paris, Economica, 60-61.

<sup>8</sup> Dostaler G., 2009. *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel, p. 296.